

Pour être admis, les candidats doivent obtenir, à la fin de l'examen, un total minimum de 150 points. Toutefois, tout candidat qui obtient une note égale ou inférieure à 5, maintenue après délibération du jury, dans l'une quelconque des épreuves est éliminé.

Les candidats admis reçoivent le diplôme prévu à l'article 7 ci-dessus.

Le jury chargé d'examiner les candidats est composé de la même manière que celui défini à l'article 6 ci-dessus.

La date et le lieu de l'examen sont fixés par le ministre chargé des sports, sur proposition du comité consultatif national.

Art. 10. — Il est institué une commission d'examen des titres désignée par le ministre chargé des sports et qui comprend obligatoirement :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président.

Un représentant du ministre de la santé publique.

Trois représentants du haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Deux représentants de la fédération française de judo et des disciplines assimilées.

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives faisant l'objet du présent arrêté.

Deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, désignés par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

La commission a pour rôle :

De proposer la liste des diplômes, brevets ou certificats dont la possession permettra à leur titulaire d'obtenir par équivalence le diplôme de professeur de judo, de jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées ou de se présenter à l'examen spécial prévu à l'article 9 ci-dessus ;

De donner son avis sur les modalités d'application des mesures transitoires prévues à l'article 8 ci-dessus ;

D'étudier les cas particuliers qui pourraient lui être soumis.

Art. 11. — L'autorisation d'exercer peut être retirée, conformément à l'article 3 de la loi du 28 novembre 1955, à tout professeur qui ne serait plus en état de donner un enseignement comportant des garanties suffisantes de technique et de sécurité pour la formation morale des élèves ou pour leur santé physique ou qui aurait encouru une des condamnations prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 novembre 1955. Ces dispositions visent notamment tout professeur qui contreviendrait aux dispositions de l'arrêté interministériel sur l'hygiène, la technique et la sécurité de l'enseignement, prévu à l'article 2 de la loi du 28 novembre 1955.

Tout professeur à qui l'autorisation d'exercer a été retirée dans les conditions fixées à l'article 9 du décret du 3 mai 1958 ne peut être réintégré qu'après avoir subi à nouveau les examens prévus pour la délivrance du diplôme, sauf avis contraire de la commission académique de discipline ou de la juridiction d'appel.

Art. 12. — Tout professeur de judo, jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées qui se signale par des services rendus à la cause du sport peut recevoir les récompenses suivantes :

- a) Lettre de félicitations du comité consultatif national ;
- b) Lettre de félicitations du ministre chargé des sports ;
- c) Ordre du Mérite sportif.

Art. 13. — L'autorité compétente pour fournir le renseignement exigé par l'article 4 du décret du 3 mai 1958 est le procureur de la République du lieu de naissance pour les personnes nées en France et le ministère de la justice (service du casier judiciaire central) pour les personnes nées à l'étranger.

Art. 14. — Chaque année les services départementaux de la jeunesse et des sports dressent la liste des professeurs enseignant dans le département à la date du 31 décembre de l'année précédente. Cette liste est transmise avant le 1<sup>er</sup> février au recteur de l'académie, au comité consultatif national et au ministre chargé des sports (haut commissariat à la jeunesse et aux sports, 2<sup>e</sup> bureau).

Art. 15. — La possession du récépissé de déclaration prévu à l'article 3 du décret du 3 mai 1958 donne droit au port de l'insigne de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées, dont le modèle est établi par le comité consultatif national et approuvé par le ministre chargé des sports.

Art. 16. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 mars 1959.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

*Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,*  
MAURICE HÉROG.

#### Garanties minima d'hygiène et de sécurité des salles consacrées à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture des salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat ;

Vu le décret n° 58-171 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 28 novembre 1955 ;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 1959 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Toute salle ou établissement consacré entièrement ou partiellement à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées doit présenter les garanties minima suivantes d'hygiène, de technique et de sécurité :

#### 1<sup>o</sup> Aire de travail.

Surface minimum du tapis ou du parquet : 25 mètres carrés (largeur minimum 3,50 mètres). Au-dessus de six couples pratiquant, elle sera augmentée de 4 mètres carrés par couple.

Tracé d'une zone de travail libérant une bande de 20 cm de large sur la bordure du tapis, afin d'éviter les chutes en dehors ou sur les tendeurs du tapis.

Tapis de chute et bâche ou éventuellement parquet, conformes aux règlements techniques définis par la fédération française de judo et disciplines assimilées. Le dépoussiérage régulier et efficace du tapis devra être assuré.

#### 2<sup>o</sup> Protection de la salle.

Capitonnage de tout obstacle (angles, cheminées, piliers) situés à une distance inférieure à 1 mètre du tapis ou du parquet.

Installation d'un système de protection efficace devant les surfaces vitrées situées à une distance inférieure à 1 mètre du tapis ou du parquet.

#### 3<sup>o</sup> Equipement de la salle.

Hauteur minimum du plafond : 2,50 mètres sous éclairage.

Existence d'un système d'aération et de ventilation assurant un renouvellement d'air d'au moins 30 mètres cubes par personne et par heure.

Equipement hygiénique et sanitaire : une douche par quinze pratiquants effectifs, W.-C. et vestiaires en rapport avec le nombre des élèves.

#### 4<sup>o</sup> Dispositions diverses.

Existence d'une boîte médicale de secours bien équipée en vue des premiers soins à apporter en cas d'accident et d'une toile de transport permettant l'évacuation d'un blessé immobilisé.

Affichage dans un lieu apparent de l'adresse des médecins responsables du club ou de la salle et de l'hôpital le plus proche ainsi que tous les renseignements utiles (numéro de téléphone des médecins, de l'ambulance, etc.).

Cahier d'observations et de contrôle, coté et paraphé par le directeur ou responsable de la salle ou de l'établissement et par le chef du service départemental de la jeunesse et des sports, à la disposition des autorités compétentes de contrôle prévues à l'article 11 du décret du 3 mai 1958.

Indication visible de l'existence d'un cahier de réclamations.

Les kimonos sont en principe individuels. Les kimonos mis à la disposition des pratiquants par l'établissement seront maintenus en état constant de propreté et ne pourront servir à un nouveau pratiquant qu'après lavage complet à chaud.

Toutefois les organismes ou fédérations sportives désireux d'ouvrir une salle ou établissement de caractère non commercial pourront éventuellement bénéficier des dispositions transitoires instituées par l'article 7 ci-dessus.

Ces dérogations ne seront valables que pour les demandes présentées dans un délai de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 2. — Toute personne enseignant le judo, le jiu-jitsu ou les méthodes de combat assimilées dans une salle ou un établissement consacré entièrement ou partiellement à l'enseignement ou à l'exercice de ces sports de combat doit :

1<sup>o</sup> Remplir les conditions fixées par la loi du 28 novembre 1955 et le décret du 3 mai 1958 ;

2<sup>o</sup> Assurer personnellement son enseignement, aucune classe ou groupe d'élèves placés sous l'autorité d'une seule et même personne ne devant dépasser le chiffre maximum de quarante élèves travaillant effectivement sur le tapis. La présence constante du professeur et sa surveillance effective sont obligatoires.

Art. 3. — Toute personne ou organisme désireux d'ouvrir, de rouvrir ou ayant ouvert depuis la date de publication de la loi du 28 novembre 1955 une salle ou un établissement consacré à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées doit, conformément à l'article 10 du décret du 3 mai 1958, adresser une déclaration au recteur d'académie, par l'intermédiaire du service départemental de la jeunesse et des sports du département où se trouve la salle ou l'établissement. Cette déclaration doit être accompagnée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Un certificat de nationalité ;

2<sup>o</sup> Eventuellement, si l'exploitant, le gérant ou le responsable est étranger, la justification que l'intéressé est en régie avec les dispositions de l'article 14 du décret du 3 mai 1958 ;

3° Un rapport succinct concernant les activités prévues dans la salle ou l'établissement (avec indication des méthodes de combat qui seront pratiquées);

4° La liste nominative des professeurs (avec indication du numéro et de la date de délivrance de leur diplôme);

5° Une déclaration relative aux conditions d'hygiène, de technique et de sécurité présentées par la salle ou l'établissement.

Art. 4. — Le chef du service départemental de la jeunesse et des sports délivre un récépissé de déclaration et, après enquête, transmet le dossier avec un rapport motivé au recteur d'académie.

Dès réception du dossier, le recteur de l'académie demande à l'autorité judiciaire si l'intéressé répond aux conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, de la loi du 28 novembre 1955.

L'autorité judiciaire compétente pour fournir ce renseignement est le procureur de la République du lieu de naissance pour les personnes nées en France et le ministre de la justice (service du casier judiciaire central) pour les personnes nées à l'étranger.

Le recteur de l'académie informe éventuellement le déclarant des modifications à apporter à l'aménagement ou au fonctionnement de la salle ou de l'établissement, conformément aux prescriptions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté, et des sanctions encourues si ces modifications n'étaient pas réalisées.

Art. 5. — Les exploitants, gérants ou responsables des salles ou établissements ouverts ou en activité à la date de la publication de la loi du 28 novembre 1955 doivent solliciter, conformément aux dispositions de la loi susvisée à l'article 12 du décret du 3 mai 1958, l'autorisation de poursuivre leur activité et leur enseignement.

Seuls pourront être maintenus ouverts les salles ou établissements dont l'exploitant, le gérant ou le responsable remplit les conditions exigées par l'article 2 de la loi du 28 novembre 1955 et dont l'aménagement et le fonctionnement sont conformes aux prescriptions des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La demande, accompagnée du dossier exigé à l'article 3 ci-dessus, est adressée au recteur de l'académie par l'intermédiaire du service départemental de la jeunesse et des sports du département où se trouve la salle ou l'établissement. Le recteur de l'académie demande à l'autorité judiciaire si l'intéressé répond aux conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, de la loi du 28 novembre 1955 et transmet ce dossier pour avis à la commission constituée conformément à l'article 6 ci-dessous.

Le recteur d'académie, après avis de la commission, délivre ou refuse l'autorisation de maintenir ouvert la salle ou l'établissement intéressé.

Si l'exploitant, le gérant ou le responsable est étranger, le dossier doit être transmis pour décision, après avis de la commission prévue à l'article 6 ci-dessus, au ministre chargé des sports, qui statue, le comité consultatif national entendu.

Art. 6. — La commission chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de maintenir ouverts les salles ou établissements ouverts à la date de la publication de la loi du 28 novembre 1955 est constituée comme suit:

Le recteur de l'académie ou son représentant, président.  
Le directeur départemental de la santé publique du chef-lieu de l'académie ou son représentant.

Deux inspecteurs de la jeunesse et des sports désignés par le recteur.

Deux représentants de la fédération française de judo et des disciplines assimilées.

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives, titulaires du diplôme de professeur exigé par la loi du 28 novembre 1955.

Deux professeurs ou maîtres d'éducation physique, titulaires du diplôme exigé par la loi du 28 novembre 1955.

Un médecin désigné conjointement par le recteur de l'académie et le directeur départemental de la santé publique du chef-lieu de l'académie.

A titre transitoire et jusqu'à la date de délivrance des premiers diplômes après examen ou par équivalence, les deux représentants des organisations professionnelles et les deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive seront désignés parmi les personnes susceptibles de recevoir, par équivalence de titres, le diplôme prévu par la loi du 28 novembre 1955.

Art. 7. — Les salles ou établissements de caractère non commercial, ouverts à la date de publication du présent arrêté, qui ne rempliraient pas entièrement les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté peuvent être autorisés à poursuivre leurs activités, sous condition de présenter au moins les garanties exigées à l'article 1<sup>er</sup> (1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>). Le recteur assigne un délai de mise en règle avec l'ensemble des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, délai qui ne pourra être supérieur à cinq ans à compter de la date de l'autorisation.

Art. 8. — Les autorités de contrôle prévues à l'article 11 du décret du 3 mai 1958 dressent procès-verbal des infractions constatées dans les salles ou établissements contrevenant aux dispositions de la loi du 28 novembre 1955, du décret du 3 mai 1958 et du présent arrêté.

L'original du procès-verbal est transmis directement au procureur de la République du lieu de l'infraction; une copie du procès-verbal est transmise au recteur d'académie. Le recteur d'académie transmet dans un délai de deux mois au procureur de la République un mémoire concluant sur l'opportunité de la fermeture temporaire ou définitive de la salle ou de l'établissement, après avis de la commission prévue à l'article 7 ci-dessus. Cet avis est formulé par la commission après vote à bulletins secrets et après que l'exploitant a été avisé des griefs formulés à son égard et invité à fournir ses explications dans un délai de quinze jours.

Art. 9. — Chaque année, les services départementaux de la jeunesse et des sports dressent la liste des salles ou établissements de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées en activité au 31 décembre de l'année précédente dans leur département. Ces listes indiquent le siège et la raison sociale des salles ou des établissements, le nom, l'adresse et les titres éventuels des exploitants, gérants ou responsables, ainsi que la liste des professeurs y enseignant avec indication du numéro de leurs diplômes. Toutes observations relatives aux conditions d'hygiène, de techniques et de sécurité sont consignées sur ces listes.

Ces listes sont transmises avant le 1<sup>er</sup> février au recteur de l'académie, au comité consultatif et au ministre chargé des sports.

Art. 10. — Le sous-directeur de l'éducation physique et des sports et le directeur général de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1959.

Pour le ministre de l'éducation nationale  
et par délégation:

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

Le ministre de la santé publique et de la population,  
BERNARD CHENOT.

#### Programmes scientifiques de la classe de quatrième des cours complémentaires.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 18 janvier 1887;

Vu l'arrêté du 18 août 1920;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1947;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement du premier degré,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les programmes de la classe de quatrième des cours complémentaires, fixés par l'arrêté du 24 juillet 1947, sont remplacés, en ce qui concerne les mathématiques, les sciences physiques et chimiques et les sciences naturelles, par les dispositions annexées au présent arrêté.

Art. 2. — Ces programmes sont applicables à dater du 15 septembre 1960.

Art. 3. — Le directeur général de l'enseignement du premier degré est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 avril 1959.

Pour le ministre et par délégation:  
Le directeur du cabinet,  
HUBERT ROUSSELLIER.

#### ANNEXE

#### Programmes scientifiques de la classe de quatrième des cours complémentaires.

##### TITRE I<sup>er</sup>

##### MATHÉMATIQUES

##### Arithmétique.

Rappel de la définition du quotient exact d'un nombre par un autre: rapport, proportions; propriétés élémentaires.

Pratique, sur des exemples, de la décomposition d'un nombre entier en un produit de nombres premiers; pratique de la recherche du plus grand diviseur commun et du plus petit multiple commun de deux ou plusieurs nombres. Applications.

##### Algèbre.

I. — Nombres relatifs (positifs, nuls, négatifs); orientation d'un segment (vecteur); orientation d'une droite (axe); mesure algébrique d'un segment orienté sur un axe; repérage d'un point sur un axe (abscisse); repérage d'un point dans un plan par des coordonnées rectangulaires (choix des unités sur les axes).

II. — Opérations élémentaires sur les nombres relatifs; addition et soustraction, multiplication et division. Extension aux nombres relatifs des propriétés fondamentales établies pour les nombres arithmétiques (classe de cinquième) concernant les sommes, les différences, les produits, les puissances nièmes; les quotients, l'inverse d'un nombre non nul. Condition pour qu'un produit soit nul.

Définition des exposants négatifs et de l'exposant nul. Comparaison des nombres relatifs. Inégalités. Inégalités concernant la valeur absolue d'une somme ou d'une différence.

Formule de Chasles pour trois points situés sur un axe. Cas où il y a plus de trois points.

Segment défini par les abscisses des deux points qui le limitent; mesure algébrique de ce segment orienté, mesure de la longueur de ce segment, abscisse du milieu de ce segment.